

**ARRÊTÉ COMPLÉMENTAIRE RELATIF AUX MODIFICATIONS  
D'EXPLOITATION DE L'INSTALLATION DE COMPOSTAGE  
DE BRAY-SAINT-AIGNAN PAR LA SOCIÉTÉ SETRAD**

**La préfète du Loiret  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- Vu** le code de l'environnement et notamment son titre 1<sup>er</sup> du livre V ;
- Vu** la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement ;
- Vu** le décret du 13 juillet 2023 nommant Madame Sophie BROCAS, préfète de la région Centre – Val de Loire, préfète du Loiret ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 8 janvier 1998 fixant les prescriptions techniques applicables aux épandages de boues sur les sols agricoles ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 20 avril 2012 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de compostage soumises à enregistrement sous la rubrique n° 2780 ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 5 décembre 2016 modifié relatif aux prescriptions applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration ;
- Vu** l'arrêté du 18 mai 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage de déchets végétaux non dangereux relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2794 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 21 janvier 2013 autorisant la société SETRAD à poursuivre l'exploitation d'une plate-forme de compostage sur le territoire de la commune de Bray Saint Aignan au lieu-dit « La Plaine » ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 18 juillet 2025 portant délégation de signature à Monsieur Nicolas HONORÉ, secrétaire général de la préfecture du Loiret ;
- Vu** le dossier relatif à la mise à jour du plan d'épandage des lots de compost non conformes aux normes de commercialisation et des lixiviats transmis par la société SETRAD en juillet 2023 et complété en avril 2025 ;
- Vu** le dossier transmis par la société SETRAD le 13 décembre 2024 relatif à la modification de plusieurs prescriptions de l'arrêté préfectoral du 21 janvier 2013 et sollicitant l'ajout des cendres sous foyer issues de la combustion de chaudières biomasses à la liste des matières admissibles dans son installation de compostage ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées et les propositions transmises le 2 juillet 2025 ;

**Vu** le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur par courrier du 9 juillet 2025 ;

**Vu** l'absence d'observation formulée par l'exploitant par courrier électronique du 21 août 2025 ;

**Considérant** que les activités exercées par la société SETRAD ne sont pas modifiées ;

**Considérant** que la mise à jour du plan d'épandage des lots de compost non conformes aux normes de commercialisation et des lixiviats et l'augmentation de la capacité de traitement des déchets ne constitue pas une modification substantielle au titre de l'article R.181-46 du code de l'environnement ;

**Considérant** que le compost produit à partir de cendres sous foyer n'est pas conforme à une norme mais peut être épandu dans le cadre du plan d'épandage susvisé dans des conditions mieux maîtrisées que l'épandage direct des cendres sous foyer ;

**Considérant** que la situation administrative des activités exercées par la société SETRAD au regard des rubriques de la nomenclature des installations classées doit être actualisée ;

**Considérant** que les modifications de plusieurs prescriptions de l'arrêté préfectoral précité ne constituent pas une modification substantielle au titre de l'article R.181-46 du code de l'environnement ;

**Considérant** que les modifications notables sollicitées par la société SETRAD n'entraînent aucun changement significatif des activités exercées sur le site ;

**Considérant** que les modifications des conditions d'exploiter sollicitées par la société SETRAD ne sont pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs supplémentaires ;

**Considérant** que les mesures imposées à l'exploitant sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

**Considérant** qu'il n'est pas nécessaire de soumettre l'arrêté préfectoral complémentaire aux membres du CODERST ;

**Sur** proposition du secrétaire général de la préfecture du Loiret ;

## ARRÊTE

### **Article 1 - Bénéficiaire et portée de l'autorisation**

#### **1.1 Exploitant titulaire de l'autorisation**

La société SETRAD, dont le siège social est situé Z.I. « Les Pierrelets » à CHAINGY est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à poursuivre l'exploitation de la plate-forme de compostage sur le territoire de la commune de Bray-Saint-Aignan, au lieu-dit « La Plaine » (coordonnées Lambert 93 X = 651150 et Y = 6749252).

## 1.2 Portée de l'autorisation

Les dispositions du présent arrêté modifient et complètent celles de l'arrêté préfectoral du 21 janvier 2013.

## 1.3 Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration ou soumises à enregistrement

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature, par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation, à modifier notablement les dangers ou inconvénients de cette installation, conformément à l'article L.181-1 du code de l'environnement.

## Article 2 - Nature des installations

### 2.1 Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Les dispositions de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 21 janvier 2013 sont abrogées et remplacées par les dispositions du présent article.

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Volume autorisé
2780.3°b	E	Installation de compostage de déchets non dangereux ou de matière végétale, ayant, le cas échéant, subi une étape de méthanisation. Compostage d'autres déchets. La quantité de matières traitées est inférieure à 75 t/j.	Q : 55 tonnes par jour Capacité maximale annuelle de 20 000 tonnes.
2171	D	Dépôts de fumiers, engrais et supports de culture renfermant des matières organiques et n'étant pas l'annexe d'une exploitation agricole. Le dépôt est supérieur à 200 m³.	Volume : 1600 m³.
2794	D	Installation de broyage de déchets végétaux non dangereux. La quantité de déchets traités est supérieure ou à égale à 5 tonnes par jour, mais inférieure à 30 tonnes par jour.	Q : 25 tonnes par jour.

E (Enregistrement), D (Déclaration)

### 2.2 Origine géographique des déchets

Les dispositions de l'article 1.2.3.1 de l'arrêté préfectoral du 21 janvier 2013 sont abrogées et remplacées par les dispositions du présent article.

Les déchets admis sur l'installation proviennent de la région Centre-Val de Loire, des départements limitrophes au département du Loiret et de la région Ile de France.

### 2.3 Consistance des installations autorisées

Les dispositions de l'article 1.2.4 de l'arrêté préfectoral du 21 janvier 2013 sont abrogées et remplacées par les dispositions du présent article.

L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :

- une aire de réception et de contrôle des matières entrantes,
- une aire de stockage des déchets verts broyés,

- une aire de broyage (déchets verts),
- une aire de fermentation,
- une aire de maturation,
- une aire de criblage,
- une aire de stockage des composts
- deux lagunes de stockage des lixiviats et des eaux pluviales de volumes respectifs 800 m<sup>3</sup> et 700 m<sup>3</sup>.

Les différentes aires citées dans le présent article sont imperméabilisées, équipées de façon à pouvoir recueillir les eaux de ruissellement y ayant transité, les jus et les éventuelles eaux de procédé. De plus, elles sont situées à 8 mètres au moins des limites de propriété du site.

## **2.4 Bilans périodiques**

### **2.4.1 Bilan environnement annuel**

L'exploitant adresse, suivant un format fixé par le ministre chargé des installations classées, au plus tard le 31 mars de chaque année, un bilan annuel portant sur l'année précédente :

- Des utilisations d'eau ; le bilan fait apparaître éventuellement les économies réalisées.
- De la masse annuelle des émissions de polluants. La masse émise est la masse du polluant considéré émise sur l'ensemble du site de manière chronique ou accidentelle, canalisée ou diffuse dans l'air, l'eau, et les sols, quel qu'en soit le cheminement, ainsi que dans les déchets éliminés à l'extérieur de l'établissement.
- Des quantités de déchets expédiés admis et traités sur le site.

### **2.4.2 Bilan annuel des épandages**

L'exploitant réalise annuellement un bilan des opérations d'épandage ; ce bilan est adressé aux préfets et agriculteurs concernés.

Il comprend :

- Les parcelles réceptrices ;
- Un bilan qualitatif et quantitatif des effluents et/ou déchets épandus ;
- L'exploitation du cahier d'épandage indiquant les quantités d'éléments fertilisants et d'éléments ou substances indésirables apportées sur chaque unité culturale, et les résultats des analyses de sol ;
- Les bilans de fumure réalisés sur des parcelles de référence représentatives de chaque type de sols et de systèmes de culture, ainsi que les conseils de fertilisation complémentaire qui en découlent ;
- La remise à jour éventuelle des données réunies lors de l'étude initiale.

## **Article 3 - Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques**

### **3.1 Identification des effluents**

Les dispositions de l'article 4.3.1 de l'arrêté préfectoral du 21 janvier 2013 sont abrogées et remplacées par les dispositions du présent article.

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- Eaux pluviales de voiries sur les aires imperméabilisées susceptibles d'être polluées
- Eaux résiduaires (lixiviats)
- Eaux usées sanitaires et domestiques

### **3.2 Collecte des effluents**

Les dispositions de l'article 4.3.2 de l'arrêté préfectoral du 21 janvier 2013 sont abrogées et remplacées par les dispositions du présent article.

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les eaux usées domestiques sont collectées dans une fosse toutes eaux de 3000 litres située sur le site. Le système de collecte des eaux usées est conforme à la réglementation en vigueur. Ces eaux sont ensuite pompées et traitées en station d'épuration.

Les eaux de voirie et les lixiviats sont collectés dans deux lagunes (800 m<sup>3</sup> et 700 m<sup>3</sup>) de confinement étanches d'une capacité totale de 1500 m<sup>3</sup>.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

## **Article 4 - Déchets**

### **4.1 Transport**

Les dispositions de l'article 5.1.6 de l'arrêté préfectoral du 21 janvier 2013 sont abrogées et remplacées par les dispositions du présent article.

L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants et sortants. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement.

Chaque expédition de déchets dangereux expédié fait l'objet de l'émission d'un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets (Trackdéchets). Les bordereaux et justificatifs correspondants sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Les opérations de transport de déchets (dangereux ou non) respectent les dispositions des articles R. 541-49 à R. 541-63 et R. 541-79 du code de l'environnement relatives à la collecte, au transport, au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'importation ou l'exportation de déchets (dangereux ou non) est réalisée en conformité avec le règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

L'ensemble des documents démontrant l'accomplissement des formalités du présent article est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.



## **4.2 Autosurveillance des déchets – Déclaration**

L'exploitant déclare chaque année au ministre en charge des installations classées les déchets dangereux et non dangereux conformément à l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets.

### **Article 5 - Prévention des nuisances sonores et vibrations**

Les dispositions de l'article 6.2.1 de l'arrêté préfectoral du 21 janvier 2013 sont abrogées et remplacées par les dispositions du présent article.

La plateforme de compostage fonctionne de 7 heures à 19 heures du lundi au samedi.

### **Article 6 - Prévention des risques technologiques**

Les dispositions de l'article 7.6.6.1 de l'arrêté préfectoral du 21 janvier 2013 sont abrogées et remplacées par les dispositions du présent article.

La plate-forme de compostage étanche qui est en mesure de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incident (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) est raccordée à deux lagunes de confinement étanches aux produits collectés et d'une capacité globale minimum de 1500 m<sup>3</sup>.

Ces lagunes sont maintenues en temps normal au niveau permettant de recevoir à tout moment un volume de 240 m<sup>3</sup> provenant des eaux d'extinction incendie.

La vidange suivra les principes imposés par l'article 4.3.7 de l'arrêté préfectoral du 21 janvier 2013.

### **Article 7 - Conditions particulières applicables à l'installation de compostage**

#### **7.1 Admission des matières entrantes**

Les dispositions de l'article 8.1.1 de l'arrêté préfectoral du 21 janvier 2013 sont abrogées et remplacées par les dispositions du présent article.

Sont admissibles dans un centre de compostage pour la production de compost destiné à la mise sur le marché ou à l'épandage, les seuls déchets et matières présentant un intérêt pour les sols ou la nutrition des plantes ou pour le bon déroulement du processus de compostage.

Les matières admissibles en traitement par compostage sont les suivantes :

- matières organiques d'origine végétale (déchets verts et ligneux, rebuts de fabrication de l'industrie agro-alimentaire végétale),
- matières organiques d'origine agricole (fumier, matières stercoraires),
- fractions fermentescibles collectées auprès des marchés, grandes et moyennes surfaces (déchets des rayons fleurs, fruits, légumes),
- matières organiques issues d'installations classées et composées de matières animales et végétales,
- de boues de stations d'épuration urbaines,
- de boues de stations d'épuration industrielles,
- de cendres sous foyers issues de la combustion de chaudières biomasse uniquement.

Dans le cas où des matières animales (classées dans les catégories 2 et 3 au regard du règlement européen n°1069/2009 sur les sous-produits animaux) sont traitées sur le site, l'exploitant doit détenir l'agrément sanitaire pour ces deux catégories. Les composts obtenus

à partir de sous-produits animaux, qu'ils soient mis sur le marché, utilisés pour la fabrication de matière fertilisante ou de support de culture ou épandus, doivent satisfaire aux critères microbiologiques définis dans ce règlement.

Toute admission envisagée par l'exploitant de déchets ou de matières d'une nature différente de celle mentionnée dans l'arrêté d'autorisation susceptible d'entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation initiale est portée à la connaissance du préfet.

La masse de déchets verts utilisés comme structurant n'excède pas 80% de la masse de boues d'épuration et de digestats des boues d'épuration utilisées dans le mélange en référence au décret du 14 septembre 2021.

## **7.2 Exploitation et déroulement du procédé de compostage**

Les dispositions de l'article 8.1.7 de l'arrêté préfectoral du 21 janvier 2013 sont abrogées et remplacées par les dispositions du présent article.

Le procédé de compostage débute par une phase de fermentation aérobie de la matière, avec aération de la matière obtenue par retournements comme suit :

- 3 semaines de fermentation aérobie au minimum,
- au moins 3 retournements,
- 3 jours au moins entre chaque retournement,
- 55°C au moins pendant une durée minimale totale de 72 heures.

La mesure des températures se fait, pour chaque lot, conformément aux bonnes pratiques en vigueur (par exemple par sondes disposées tous les 5 à 10 mètres à des profondeurs situées entre 0,7 et 1,5 m) et à une fréquence d'au moins trois mesures par semaine pendant le début de la phase de fermentation aérobie.

À l'issue de la phase aérobie, le compost est dirigé vers la zone de maturation. L'exploitant fixe les conditions et les moyens de contrôle permettant d'éviter l'apparition de conditions anaérobies au niveau du stockage des matières entrantes ou lors des phases de fermentation ou de maturation. La hauteur maximale des tas et andains de matières fermentescibles lors de ces phases est à cet effet limitée à 5 mètres.

L'entreposage des déchets et matières entrants doit se faire de manière séparée de celui des composts, selon leur nature, sur les aires identifiées réservées à cet effet. Les produits finis et déchets destinés à un retour au sol doivent être stockés par lots afin d'en assurer la traçabilité.

Les déchets, susceptibles d'évoluer en anaérobie et de générer des nuisances odorantes, doivent, dès que possible, le cas échéant après fragmentation, être mélangés avec des produits présentant des caractéristiques complémentaires (structurant, carboné) dont l'installation doit disposer en quantité suffisante.

Tout entreposage à l'air libre de matières pulvérulentes, très odorantes ou fortement évolutives est interdit. L'aire de stockage des composts finis est dimensionnée de façon à permettre le stockage de l'ensemble des composts fabriqués pendant une durée correspondant à la plus importante période pendant laquelle les sorties de site ne sont pas possibles, sauf si l'exploitant dispose de possibilités suffisantes de stockage sur un autre site.

Dans les zones vulnérables, les dispositions fixées par les programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole sont applicables à l'installation. L'exploitant instaure une gestion par lots séparés de fabrication, depuis la constitution des andains jusqu'à la cession du compost.

Il tient à jour un document de suivi par lot sur lequel il reporte toutes les informations utiles concernant la conduite de la dégradation des matières et de l'évolution biologique du compostage et permettant de faire le lien entre les matières entrantes et les matières sortantes après compostage.

Les informations suivantes sont en particulier reportées sur ce document :

- nature et origine des produits ou déchets constituant le lot,
- mesures de température et d'humidité relevées au cours du process,
- dates des retournements ou périodes d'aération et des arrosages éventuels des andains,
- la durée du compostage doit être indiquée pour chaque lot.

Ce document de suivi est régulièrement mis à jour, archivé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées pour une durée minimale de dix ans en cas de retour au sol des composts ou des déchets.

Les anomalies de procédé et les non-conformités des produits finis doivent être relevées et analysées afin de recevoir un traitement nécessaire au retour d'expérience de la méthode d'exploitation.

## **Article 8 - Conditions particulières applicables à l'épandage**

### **8.1 Épandages interdits**

Les épandages non autorisés sont interdits.

### **8.2 Épandages autorisés**

#### **8.2.1 Règles générales**

L'épandage de déchets ou effluents sur ou dans les sols agricoles doit respecter les règles définies par les articles de l'arrêté ministériel du 8 janvier 1998 et des arrêtés sectoriels et par l'arrêté relatif au programme d'actions à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole.

Les déchets ou les effluents autorisés à l'épandage sont les lixiviats et les composts non normés (non conformes aux normes NF U44 051 et NF U44 095).

L'exploitant est autorisé à pratiquer l'épandage des déchets ou des effluents sur les parcelles des exploitations agricoles sur une surface totale de 213,25 ha, sous réserve du respect des dispositions du présent arrêté et dans les conditions définies par l'étude préalable à l'épandage.

La liste des exploitants, des communes et les surfaces correspondantes, concernées par l'épandage de déchets ou d'effluents sont en annexe du présent arrêté.

La nature, les caractéristiques et les quantités de déchets ou d'effluents destinés à l'épandage sont telles que leur manipulation et leur application ne portent pas atteinte, directe ou indirecte, à la santé de l'homme et des animaux, à la qualité et à l'état phytosanitaire des cultures, à la qualité des sols et des milieux aquatiques, et que les nuisances soient réduites au minimum.

#### **8.2.2 Origine des déchets ou des effluents à épandre**

Les déchets ou les effluents à épandre sont constitués exclusivement de lixiviats et de composts non normés issus de l'installation de compostage.



Aucun autre déchet ou effluent ne pourra être incorporé à ces déchets ou effluents en vue d'être épandu.

Seuls les effluents et déchets ayant un intérêt pour les sols ou pour la nutrition des cultures peuvent être épandus.

### **8.2.3 Dispositifs d'entreposage et dépôts temporaires**

Les lixiviats sont stockés dans les deux bassins étanches de volumes respectifs 700 m<sup>3</sup> et 800 m<sup>3</sup>.

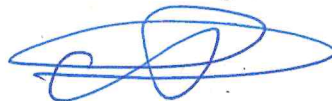
Les composts sont stockés sur la plateforme de compostage qui présente une aire extérieure suffisante pour stocker au moins trois mois de production.

**Article 9** - Conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Loiret pour une durée minimale de quatre mois.

**Article 10** - Le secrétaire général de la préfecture du Loiret et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT À ORLÉANS, LE 28 AOUT 2025

Pour la préfète et par délégation,  
Le secrétaire général

A blue ink signature consisting of several loops and a horizontal stroke.

Nicolas HONORÉ

#### Voies et délais de recours

Conformément à l'article L.181-17 du Code de l'environnement, cette décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée, selon les dispositions de l'article R.181-50 du Code de l'environnement, au Tribunal administratif, 28 rue de la Bretonnerie, 45057 ORLÉANS :

- Par le bénéficiaire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture ou de l'affichage en mairie (s) de l'acte, dans les conditions prévues à l'article R.181-44 de ce même code. Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

**Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)**

Dans un délai de deux mois à compter de la notification de cette décision pour le pétitionnaire ou de sa publication pour les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement, les recours administratifs suivants peuvent être présentés :

- un recours gracieux, adressé à Mme la Préfète du Loiret, Service de la Coordination des Politiques Publiques et de l'Appui Territorial, Bureau de la coordination administrative, 181 rue de Bourgogne, 45042 ORLÉANS CEDEX,
- un recours hiérarchique, adressé à Mme la Ministre de la Transition écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche - Direction Générale de la Prévention des Risques - Arche de La Défense - Paroi Nord - 92055 LA DÉFENSE CEDEX.

Dans ces deux cas, le silence de l'Administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

Le cours du délai imparti pour l'introduction du recours contentieux est interrompu par l'exercice des recours administratifs, et ne recommence à courir que lorsqu'ils ont été rejetés.

Tout recours administratif ou contentieux contre la présente décision doit obligatoirement être notifié à son auteur ou à son bénéficiaire, dans les conditions prévues à l'article R.181-51 du Code de l'environnement, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.

# ANNEXE I

## LISTE DES EXPLOITANTS, DES COMMUNES ET LES SURFACES CORRESPONDANTES POUR L'ÉPANDAGE

Exploitant	Nom de la parcelle	Code	Ilôt	S. totale (ha)	Références cadastrales	Commune	Coordonnées de prélèvement	Classe d'aptitude	S. épanable (ha)
SCEA Ferme de Dampierre	Le Mail	G9	9	13.38	OK693-694-971-974	Dampierre en Burly	47°45'17.8 »N	1 et 3	12.51
SCEA Ferme de Dampierre	Le bois Bruyère	G7	7	22	OK1436-1438-1440-1442-1444-1446	Dampierre en Burly	47°44'53.8 »N	1 et 3	20.00
SCEA Ferme de Dampierre	Les Fromentines 1G6	1G6	6	11.1	OK204-205-209-210-211-212-213-214-215-216-217-218-219-220-903-1414-1416-1418-1420-1422	Dampierre en Burly	47°44'57.5 »N	1 et 3	10.5
SCEA Ferme de Dampierre	Les Fromentines 2G6	2G6	6	10.47	OK1422	Dampierre en Burly	47°44'47.0 »N	1 et 3	9.67
SCEA Ferme de Dampierre	Le Burly 1G4	1G4	4	22.48	OK1884-0511-0515-0514-0513-1876-1884	Dampierre en Burly	47°45'07.3 »N	1	22.48
SCEA Ferme de Dampierre	Le Burly 2G4	2G4	4	13.7	OK1884	Dampierre en Burly	47°44'51.5 »N	1 et 3	12.97
SCEA Ferme de Dampierre	Le Chêne Chauveau	G5	5	9.88	OK507-508	Dampierre en Burly	47°45'11.3 »N	1	9.88
EARL DES FAL	Les Meules	1	1	18.04	AD68-80-81	Villemurlin	47°42'39.4 »N	1	18.04
EARL DES FAL	Le Chêne	2	2	18.86	AD84-83-190-201-204	Villemurlin	47°42'41.3 »N	1 et 3	16.89
EARL DES FAL	Au bout de l'étang	5	5	10.61	AS94-86	Dampierre en Burly	47°42'43.4 »N	1 et 3	10.49
EARL DES FAL	Les pentes	3	3	22.12	AS19-303-302-304-90	Sully sur Loire	47°43'05.9 »N	1 et 3	22.05
EARL DES FAL	La Lande	6	6	5.04	AS299	Sully sur Loire	47°43'10.4 »N	1	5.04
EARL DES FAL	Montgermont	7	7	13.9	AS32-33	Sully sur Loire	47°43'34.0 »N	1	13.90
EARL DES FAL	Derrière la ligne	13	13	6.25	AS72	Sully sur Loire	47°43'15.8 »N	1	6.25
EARL DES FAL	Les 4 routes	9	9	7.01	AS406	Sully sur Loire	47°43'41.2 »N	1	7.01
EARL DES FAL	Carrière	8	8	3.57	AS11	Sully sur Loire	47°43'25.9 »N	1	3.57
EARL DES FAL	Terre à Morreau	11	11	6.1	AS53	Sully sur Loire	47°43'32.1 »N	1	6.1
EARL DES FAL	L'Usine	16	16	3.18	AS72	Sully sur Loire	47°44'N02.7 »N	1	3.18
EARL DES FAL	La Tuilerie	19	19	2.71	AS100	Sully sur Loire	47°44'19.0 »N	1	2.71

Surface totale : 220,40 ha  
Surface épanable : 213,25 ha

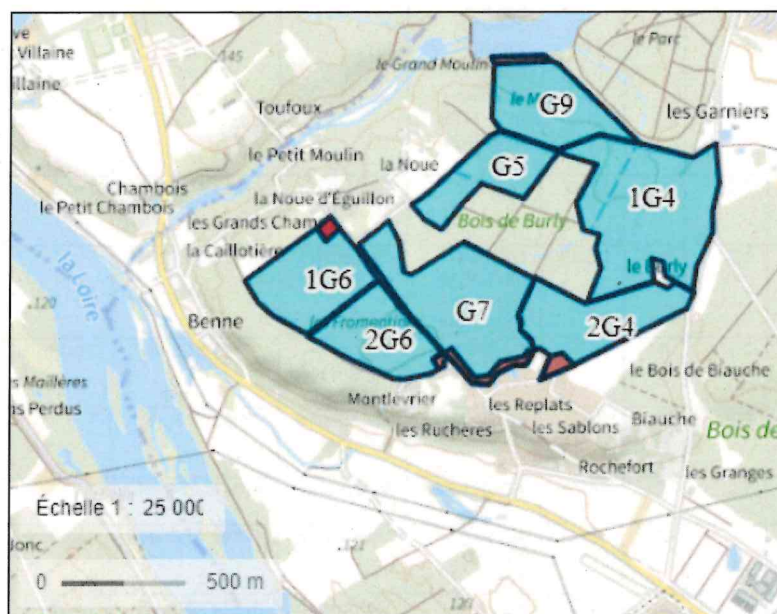
## ANNEXE II

## PARCELLES DU PLAN D'ÉPANDAGE

## Carte Parcellaire

SCEA FERME DE DAMPIERRE

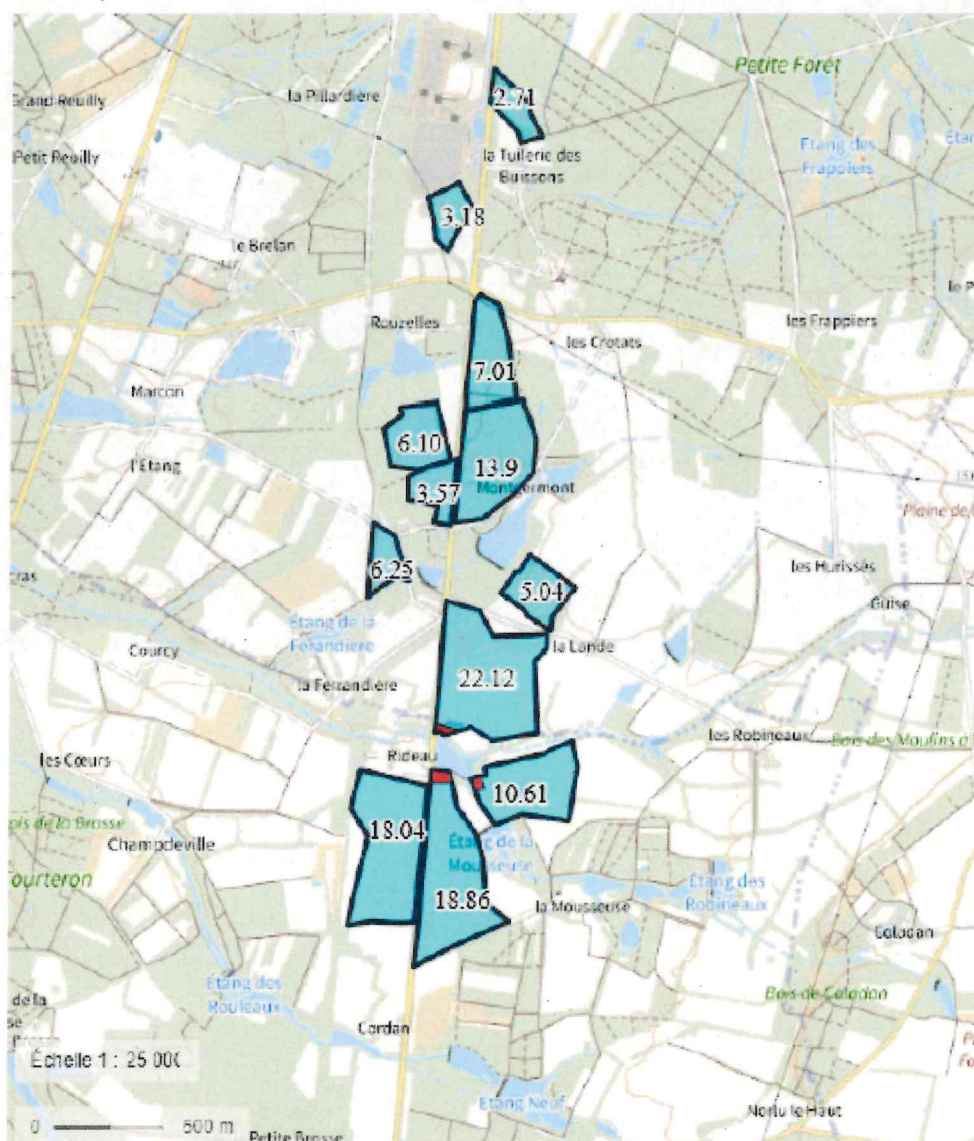
Le périmètre d'épandage comprend 6 parcelles pour 98.02 hectares épandables telles que présentées sur la carte au 1/25 000 ci-dessous sur la commune de Dampierre en Burly.



Les parcelles en rouge font partie de la classe 3 (parcelles non épanables).

## EARL DES FAL

Le périmètre d'épandage comprend 12 parcelles pour 115.23 hectares épandables telles que présentées sur les cartes au 1/25 000 ci-dessous sur les communes de Villemurlin et Sully sur Loire.



Les parcelles en rouge font partie de la classe 3 (parcelles non épandables).





La solière des Gués  
SETRAD SAS  
Lieu dit « La Plaine » 45460 BRAY SAINT AIGNAN

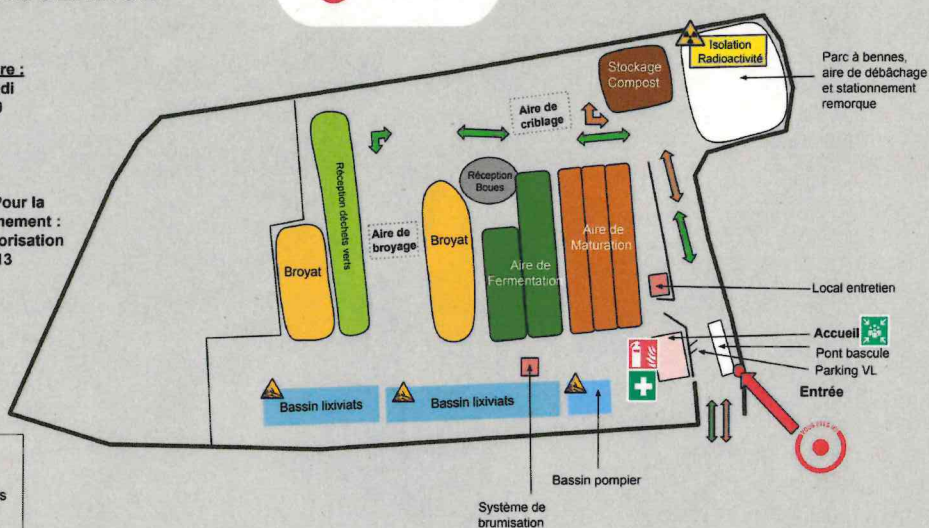
## PLAN DE CIRCULATION



**Horaires d'ouverture :**  
Du lundi au samedi  
de 8h00 à 17h00

Installation Classée Pour la  
Protection de l'Environnement :  
Arrêté Préfectoral d'Autorisation  
du 21 Janvier 2013

Légende :	
Capacité stockage produits dangereux : 400L	
	Déchargement
	Chargement



Version Octobre 2022